

« Le fossé du déficit démocratique français n'a pas été comblé depuis l'élection d'Emmanuel Macron »

Selon les chercheurs Bruno Cautrès, Gilles Ivaldi et Luc Rouban, seules les institutions non-politiques bénéficient d'un regain de confiance.

La vague 12 du « [Baromètre de la confiance politique](#) » du Cevipof donne à voir le paysage politique dans lequel les [candidats à l'élection présidentielle de 2022](#) vont devoir évoluer. La confiance dans les services publics comme l'hôpital n'a pas diminué depuis février 2020, bien au contraire. On enregistre partout une hausse significative de la confiance dans les institutions dès lors qu'elles ne sont pas politiques et qu'elles incarnent la protection et la proximité. L'Etat-providence à la française tient le coup. Même la police, durement mise en cause par les débats autour de l'affaire Adama Traoré et des violences commises lors des manifestations de « gilets jaunes », a la confiance de 69 % des enquêtés (bien moins chez les jeunes, néanmoins).

En revanche, la gestion de la politique sanitaire montre des Français bien plus méfiants que leurs homologues étrangers. Les erreurs d'organisation et de communication n'ont pas créé cette méfiance, qui préexistait et se prolonge. Si les institutions publiques attestent de leur résilience face à la crise, l'univers de la politique et tout ce qui l'incarne continuent d'être perçus négativement. Le fossé du déficit démocratique français n'a pas été comblé depuis l'élection d'Emmanuel Macron même si certains points s'améliorent : 32 % des Français considèrent que les hommes et femmes politiques font de leur mieux pour tenir leurs promesses, c'était 24 % en 2018.

Les enquêtés français se situent un peu au-dessus de leurs homologues italiens lorsqu'on leur demande si la démocratie fonctionne bien dans leur pays (42 % contre 32 %) mais très en retrait de ce que l'on observe en Allemagne (67 %) ou au Royaume-Uni (61 %). Ce défaut démocratique trouve sa source dans une critique sociale récurrente sur les défaillances de la méritocratie, dont la promotion était pourtant au cœur du programme d'Emmanuel Macron. La défiance est fortement corrélée avec l'idée que les inégalités perdurent et que la réussite sociale reste truquée : seuls 25 % des enquêtés français estiment que les règles du jeu sont les mêmes pour tous dans la société, comme 26 % des enquêtés italiens mais 42 % des enquêtés allemands et 41 % des enquêtés britanniques.

Plus forte implication des citoyens

L'enquête montre que les attentes de respiration démocratique dépassent les attentes d'autorité. Seuls 34 % des enquêtés pensent qu'une bonne façon de gouverner est d'avoir un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ou des élections alors que 84 % (soit 9 points de plus qu'en 2020) pensent qu'il faut surtout avoir un système politique démocratique. Bien plus, les deux tiers des enquêtés estiment que la démocratie fonctionnerait mieux si les citoyens étaient davantage associés à toutes les grandes décisions politiques. Une plus forte implication des citoyens dans les processus démocratiques (conventions citoyennes)

semble clairement intéresser les Français. Et, en France bien plus que dans les trois autres pays, le gouvernement est perçu par 49 % des sondés comme ne faisant pas assez confiance aux citoyens pour combattre la crise sanitaire.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Covid-19 : les exécutifs européens face à la lassitude des opinions](#)

Près de quatre ans après l'élection d'Emmanuel Macron, sa volonté de dépasser le clivage gauche-droite pour s'arrimer à l'efficacité managériale n'a pas conduit les Français à évaluer son action sous ce seul angle. Cette crise révèle que le style très vertical du macronisme est venu [contredire des attentes de décentralisation](#) et de proximité. Emmanuel Macron et le gouvernement continuent ainsi de souffrir de cette défiance démocratique qui ronge le quinquennat. Le débat de 2022 devrait conduire à s'interroger sur ce qu'est l'efficacité en politique. L'attente d'un ressourcement démocratique en France apparaît clairement dans nos données. Comme ailleurs en Europe, ce ressourcement représente une des réponses à l'essor de partis populistes et aux tensions sur la démocratie.

Le « Baromètre de la confiance politique » du Cevipof a été réalisé en partenariat avec le Conseil économique, social et environnemental, l'Institut Montaigne, la Fondation pour l'innovation politique, la Fondation Jean-Jaurès, la mutuelle Intériale et l'université Luiss à Rome.

Bruno Cautrès, Gilles Ivaldi et Luc Rouban(chercheurs CNRS au Cevipof/Sciences Po)